

# BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAN, IRAK

N° 07 – du 15 février au 22 février 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH  
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION  
(AMMAN, BAGDAD, JERUSALEM, LE CAIRE, TEHRAN, TEL-AVIV)

## ZOOM : LES ENJEUX DE DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE AU PROCHE-ORIENT

**Afin de dépasser les modèles économiques rentiers, les autorités des pays du Proche-Orient tentent d'identifier des filières productives et soutenables.**

Compte tenu de la problématique de sécurité alimentaire dans la région, l'agriculture et l'agroalimentaire sont souvent mis en avant, mais peinent à se développer concrètement. Certains pays ont pourtant un potentiel non-négligeable. L'Iran, qui possède quelques fleurons agroalimentaires, est proche de l'autosuffisance agricole et exporte ses produits dans la région et vers l'UE. L'Égypte met des moyens pour développer sa production, mais la question de la soutenabilité environnementale se pose.

LE CHIFFRE À RETENIR

**50%**

MONTANT DU FINANCEMENT  
DU SECTEUR PRIVÉ RAPPORTÉ  
AU PIB (EN MOYENNE)

**Les pays du Proche-Orient ne sont pas dépourvus d'un tissu industriel local, en particulier dans l'industrie légère, ce qui permet d'espérer le développement de filières exportatrices.** Au plan sectoriel, les filières les plus dynamiques et prometteuses sont d'une part la production pharmaceutique, en particulier de médicaments génériques (Égypte, Iran, Israël, Liban) et d'autre part la production chimique, en particulier d'engrais (Jordanie, Liban, Syrie, voire Irak). L'industrie automobile demeure une activité historique en Iran, tandis que des capacités de production significatives de microconducteurs existent en Israël. L'Égypte s'est quant à elle positionnée sur la production de matériels électroménagers et électroniques.

**Dans les services, les exportations numériques pourraient s'accroître.** Outre Israël, trois pays se positionnent sur ces activités, souvent en sous-traitance : (i) l'Égypte, en favorisant l'implantation d'entreprises étrangères; (ii) la Jordanie, déjà dotée d'un écosystème de start-up ; (iii) le Liban, qui semble émerger comme un centre d'outsourcing grâce à la baisse du coût du travail.

**Toutefois, l'économie réelle fait face à de nombreux obstacles au Proche-Orient,** au-delà de la situation sécuritaire actuelle. L'environnement des affaires demeure très perfectible : le secteur privé est peu formalisé et les obstacles d'accès au marché sont nombreux. Les secteurs financiers demeurent déficients : tous les pays de la région se situent sous la moyenne mondiale de financement du secteur privé par rapport au PIB (99%), avec une moyenne de 50%. Les secteurs manufacturiers sont particulièrement pénalisés, comme en Égypte où l'investissement privé manufacturier a chuté de près de 10 points en 5 ans. Les infrastructures, en particulier énergétiques et de transport, restent sous-développées et/ou inefficaces dans certains pays. En particulier, la disponibilité et les prix de l'énergie constituent un frein au développement en Irak, en Jordanie et au Liban. L'insertion dans l'économie mondiale est imparfaite, alors que les marchés domestiques n'atteignent pour la plupart pas une taille critique et que les politiques industrielles demeurent peu lisibles. Enfin, le capital humain, relativement élevé dans la région, tend à s'éroder dans un contexte de fuite des cerveaux (Iran, Liban). En Israël, la main d'œuvre est rare et onéreuse, situation exacerbée par la guerre. En Égypte, le faible coût du travail (salaire minimum équivalant à 90€) est un atout considérable mais les travailleurs qualifiés peinent à trouver des débouchés.

Service Économique Régional de Beyrouth

## ÉGYPTE

### 1. PREMIERE VISITE DU PRESIDENT TURC DEPUIS PLUS D'UNE DECENNIE.

La visite du président Erdogan au Caire le 14 février 2024 fait suite à la reprise des relations diplomatiques en juillet 2023 illustrée par une [déclaration commune](#) d'élévation des relations marquée par la nomination d'ambassadeurs, mais également une collaboration renforcée dans le domaine de l'énergie, du tourisme et de la défense. Bien que les relations commerciales se soient poursuivies durant cette décennie marquée par les tensions diplomatiques (6,6 Mds USD d'échanges en 2023 selon un [communiqué](#) de l'agence de statistique égyptienne CAPMAS), cette rencontre signe le renforcement d'investissements conjoints, l'ouverture de nouveaux domaines de coopération sur le continent africain, et la fixation d'un objectif de 15 Mds USD d'échanges commerciaux sur les prochaines années. Le président Sissi, qui serait attendu à Ankara en avril prochain, a également annoncé la consultation avec son homologue turc sur le dossier libyen.

### 2. CREATION D'UNE « JOINT-VENTURE » ENTRE ADNOC ET BP POUR LE DEVELOPPEMENT DES CHAMPS GAZIERS EN ÉGYPTE.

La compagnie pétrolière nationale d'Abu Dhabi ADNOC et la major britannique BP ont annoncé dans un [communiqué](#) le 14 février 2024 la formation d'une coentreprise (Joint-Venture) qui visera le développement d'actifs gaziers en Égypte, et qui devrait être effective au second semestre 2024. BP (51 % des parts de la Joint-Venture) apporte ses participations détenues dans trois concessions déjà en développement (100 % dans North Damietta, 50 % dans North El Burg et 10 % dans Shorouk qui inclut le champ de Zohr) ainsi que des concessions d'exploration, tandis qu'ADNOC (49 % des parts de la JV) contribuera financièrement à hauteur de montants proportionnels aux apports de BP pour soutenir l'expansion de la coentreprise, qui devrait permettre d'après le MEES une production de 600 M de pieds cubes/jour. Pour mémoire, le gouvernement égyptien a fait état d'objectifs ambitieux en matière d'exploration gazière pour les années à venir alors que la production de gaz égyptienne est en nette baisse (-11 % en 2023, niveau le plus bas depuis 2017 à 5,84 Mds pieds cubes/jour).

### 3. L'ÉGYPTE AMBITIONNE DE PORTER LA PART DES ENERGIES RENOUVELABLES DANS LE MIX ENERGETIQUE A 60% D'ICI 2030.

Le Ministre égyptien du Pétrole Tarek El Molla a annoncé lors d'une [session](#) de l'Egypt Energy Show (EGYPES) que l'objectif de part d'énergies renouvelables dans le mix énergétique égyptien serait porté à 60 % d'ici 2030 (contre 42 % d'ici 2030 et 60 % d'ici 2040 initialement prévus en juin 2023). Grand rendez-vous annuel du ministère du Pétrole et des Ressources minérales, l'évènement EGYPTES (19-21 février 2024), qui devait rassembler au Caire 35 000 professionnels de l'énergie lors de plus de 80 conférences, s'est tenu sous le haut patronage du président Sissi sur le thème « favoriser la transition énergétique, la sécurité et la décarbonation », avec notamment parmi les exposants français TotalEnergies, Schneider Electric, Axens, et Bureau Veritas. À cette occasion, plusieurs entreprises publiques égyptiennes ont signé des accords dans l'énergie géothermique, l'hydrogène et les carburants verts, dont la société de gaz naturel égyptienne GASCO qui a conclu un MoU avec la société japonaise Chiyoda et la société française Axens pour coopérer sur le financement et développement de projets d'hydrogène et de décarbonation.

## IRAK

### 1. VALORISATION ENERGETIQUE DES DECHETS.

La Commission nationale d'investissement (CNI) a annoncé le lancement d'un appel d'offres concernant la construction et l'exploitation d'une centrale de valorisation énergétique de déchet dans le gouvernorat de Bagdad et la région d'Al-Nahrawan. Ce projet vise à produire de l'électricité à partir de déchets solides mixtes, estimés à 3 000 tonnes par jour.

### 2. ACCESSION A L'OMC.

Une délégation de l'OMC s'est rendue à Bagdad mi-janvier pour mener des consultations sur l'accession de l'Irak à l'OMC. Il s'agit du premier déplacement d'une délégation de l'OMC en Irak - dont le processus d'accession a débuté en 2004. Cette visite a porté sur la relance des travaux techniques, la dernière réunion officielle remontant à avril 2008 (réunion informelle en novembre 2017). Le gouvernement irakien a exprimé son plein engagement en faveur d'une reprise rapide du processus et a annoncé que les offres initiales pour les biens et les services seraient communiquées prochainement à l'OMC.

## IRAN

### 1. L'INTERDICTION IRAKIENNE DES TRANSFERTS EN DOLLARS DEGRADE LE MARCHÉ DES CHANGES.

Dans le cadre de la nouvelle initiative de la banque centrale irakienne visant à mieux contrôler l'utilisation du dollar américain, les banques et les bureaux de change irakiens ne sont plus autorisés à transférer des dollars américains vers l'Iran. Cette décision a eu des impacts directs sur le marché des changes en Iran : i) l'apparition d'un écart de 20% entre la parité dollar-dinar sur le marché officiel et le marché libre en Irak a impacté la compétitivité des produits iraniens sur le marché irakien, les importateurs irakiens devant passer par le marché libre – via des bureaux de change – pour payer les exportateurs iraniens ; ii) la baisse mécanique du volume de dollars rapatriés par les producteurs iraniens établis en Irak ; iii) l'augmentation de la demande sur le marché des changes en Iran pour fournir les besoins en devises des sociétés iraniennes établies en Irak. Ces effets s'ajoutent à (i) une hausse – constatée depuis plusieurs mois – de la demande en devises des importateurs iraniens pour les matières premières, tandis que les rentrées en devises issues des exportations ont augmenté à un rythme inférieur, créant un déséquilibre offre/demande et (ii) à un accroissement général des demandes en devises lié à l'approche des fêtes de Nowruz (nouvel an iranien). A noter que la valeur du rial par rapport au dollar s'est dépréciée de plus de 12% par rapport au 1er janvier 2024. Pour mémoire, le marché des changes de Sulaymānīyah (en Irak) joue un rôle clé sur le marché des changes en Iran en raison des exportations massives vers ce pays - l'Irak étant le deuxième client de l'Iran, derrière la Chine et devant les E.A.U.

### 2. REPORT VERS L'OR COMME PALLIATIF A LA CRISE DES DEVICES.

La banque centrale a organisé neuf séances de ventes d'or sous forme de lingots de 1 kg au Centre de l'Or et des Devises depuis le 17 janvier 2024. Cet or provient des exportateurs iraniens, dont une partie s'est reportée ces derniers mois sur l'or comme monnaie d'échange de leurs exportations, afin de moins subir l'impact des obligations de revente de leurs devises d'exportation à des taux défavorables. Ce système est prévu par une nouvelle directive de la BCI qui, – depuis la date indiquée supra – permet aux exportateurs de revendre – sous le contrôle de la banque centrale – l'or ainsi rapatrié au taux de marché (1\$ = 570 000 IRR) au lieu du taux NIMA (1\$ = 398 000 IRR) par le biais de ce système de

ventes organisées. Ce système permet par ailleurs à la BCI de mieux contrôler la valeur du rial par rapport aux devises, du fait de l'effet de report. Démonstration de l'ampleur du phénomène, selon les données douanières et au cours des neuf premiers mois de l'année 2023/2024, les importations d'or ont atteint 19 tonnes (or classé « non-monnaire ») – contre 0 à la même période l'année précédente-, atteignant 2,54% de la valeur totale des importations non pétrolières. Lors de ces neuf séances d'enchères, 942 lingots d'or ont été proposés par les vendeurs et 555 lingots ont été achetés (vendeurs de lingots d'or ; fabricants d'objets en or ; détaillants d'or fondu) avec un prix moyen de 1 lingot = 36 Mds IRR (soit 65 000 \$ au taux du marché libre).

## ISRAËL

### 1. RECOMPOSITION DES LIGNES AERIENNES VERS ISRAËL.

Des vols directs entre Colombo et Tel Aviv seront bientôt assurés par la compagnie israélienne ARKIA Airlines. Depuis décembre 2023 trois vols charters ont été affrétés pour le voyage des travailleurs Sri Lankais. Un premier accord pour 10 000 travailleurs a été signé entre Sri Lanka et Israël en décembre, il pourrait être doublé. Ryan Air a décidé d'arrêter ses liaisons aériennes vers Tel-Aviv. El Al suspend ses vols vers Marrakech, Johannesburg et Dublin.

### 2. STABILITE DU NOMBRE D'ENTREPRISES FRANÇAISES EN ISRAËL SUR LES DIX DERNIERES ANNEES.

Les entreprises françaises à l'étranger sont celles qui sont contrôlées à plus de 51% par une maison mère française, fiscalement domiciliée en France. En Israël, ce recensement permet d'identifier entre 100 et 150 structures juridiques, une situation qui n'a pas sensiblement évolué depuis dix ans. On estime aussi que 7 000 personnes sont employées en Israël par des entreprises françaises. Il faudrait probablement doubler ce nombre si on connaissait les filiales indirectes, détenues par des sociétés basées dans des pays tiers, par exemple les Pays Bas ou le Luxembourg.

### 3. ALSTOM ET SES PARTENAIRES REMPORTENT L'APPEL D'OFFRES POUR LA CONSTRUCTION DE LA LIGNE DE TRAMWAY HAIFA-AZARETH.

Le Ministère des Transports a annoncé le 19 février qu'un groupe composé d'Alstom, d'Electra et de Minrav avait remporté l'appel d'offres pour la construction de la ligne de tramway qui reliera Haïfa à Nazareth (appelée NOFIT). Le groupe retenu sera responsable de la conception, de la construction, de

la fourniture et de l'installation de tous les systèmes ferroviaires du projet, y compris la signalisation, les communications, l'électrification, la billetterie et les systèmes d'information des passagers. L'exploitation et l'entretien de la ligne couvrira une période d'environ 25 ans. Les travaux devraient commencer l'année prochaine et durer environ 4 ans. Cette ligne a la caractéristique de relier deux grandes villes aux populations arabes importantes. Le projet représente pour le consortium un montant total de plus de 1 Md EUR.

## JORDANIE

### 1. LES ÉCHANGES COMMERCIAUX AVEC LA FRANCE ONT CONTINUÉ D'AUGMENTER EN 2023.

Après avoir augmenté de +48 % entre 2021 et 2022, les échanges commerciaux entre la France et la Jordanie ont atteint 395 M EUR en 2023, soit une augmentation de +4 % en glissement annuel (g.a.). Les exportations françaises se sont élevées à 348 M EUR (+4,8 % en g.a.), contre 47 M EUR pour les importations (-2,1 % en g.a.). Les trois premiers postes d'exportations français vers la Jordanie sont les produits de la construction aéronautique et spatiale (29 % des exportations), les produits pharmaceutiques (11,3 %) et les produits de la construction automobile (6,8 %). Concernant les importations, les trois premiers postes sont les articles d'habillement (47,5 %), les produits chimiques de base, produits azotés, matières plastiques et caoutchouc synthétique (32,6 %) et les produits de la culture et de l'élevage (6,3 %).

### 2. LES INVESTISSEMENTS DE LA BERD DIMINUENT POUR LA 3<sup>ÈME</sup> ANNÉE CONSÉCUTIVE.

Au cours de l'année 2023, les investissements de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD) en Jordanie ont atteint 62 M EUR, contre 141 M EUR en 2022, soit -5,6 % en g.a., et 168 M EUR en 2021. Le portefeuille total des projets de la BERD dans le royaume s'élève à 1 Md EUR, dont 76 % dans les infrastructures durables, 14% dans l'industrie, le commerce et l'agroalimentaire et 11% dans les institutions financières.

### 3. SIGNATURE D'UN ACCORD D'APPROVISIONNEMENT EN ÉLECTRICITÉ AVEC JÉRUSALEM.

Le directeur de la compagnie nationale d'électricité jordanienne (NEPCO) et le directeur général de la société gestionnaire de l'électricité à Jérusalem ont signé un accord pour augmenter l'approvisionnement en électricité de la ville de Jérusalem depuis la centrale jordanienne Al Ramah,

située près de la mer Morte. L'accord prévoit la mise en place d'une connexion électrique d'une tension de 132 kilovolts, et, à plus long terme, la réalisation d'une étude de faisabilité pour atteindre 400 kilovolts.

## LIBAN

### 1. APPROBATION DU PROJET « PUBLIC FINANCE MANAGEMENT » DE LA BANQUE MONDIALE.

Le Conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé un projet de financement de 34 M\$ visant à rétablir les fonctions essentielles du Ministère des Finances, en particulier au plan de la gestion des finances publiques. L'objectif est la régularisation des rapports budgétaires, le paiement à temps des fonctionnaires, de nouveaux systèmes informatiques pour la gestion et collecte des revenus et le renforcement des capacités douanières. Le projet comprend un prêt de 28,5 M\$ et un don de 5,5 M\$ issu de la Lebanon Financing Facility. Il financera notamment des équipements informatiques ainsi que de l'assistance technique. Le Parlement libanais doit désormais approuver le projet.

### 2. RETOUR DE MONOPRIX AU LIBAN.

Suite à la signature d'un accord de franchise entre Monoprix et Gray Mackenzie Retail Lebanon (GMRL), 6 à 7 magasins Monoprix devraient être ouverts au Liban. GMRL, qui sera chargé des opérations locales ainsi que de l'ouverture de nouveaux magasins, s'est fixé un objectif d'une ouverture par an pour les 6 prochaines années. Monoprix proposera une offre complémentaire aux enseignes Spinneys et Grab'nGo, également gérées au Liban par GMRL. L'ouverture d'un premier magasin est prévue à Beyrouth (quartier de Hamra) pour septembre 2024.

## PALESTINE

### 1. DÉFICIT DE LA BALANCE COMMERCIALE.

La balance commerciale accusait un déficit de 326,6 M USD en décembre 2023, soit une baisse de 43% par rapport à décembre 2022. Les exportations ont atteint une valeur de 128,8 M USD (-21%). Quant aux importations, elles ont atteint 455,4 M USD (-37%). Malgré la situation actuelle, les statistiques montrent qu'Israël reste le premier partenaire commercial des Territoires Palestiniens (62% des importations et 79% des exportations).

### 2. SUBVENTION DE 30 M\$ DE LA BANQUE MONDIALE.

La Banque Mondiale a annoncé une subvention de 30 M USD pour payer les salaires des enseignants des

écoles publiques en Cisjordanie. Une forte baisse de l'activité économique, associée à un manque de recettes de dédouanement depuis octobre 2023, a aggravé une crise budgétaire déjà aiguë, affectant ainsi la prestation des services publics. Avec 40 % de la population âgée de moins de 15 ans, l'éducation est l'une des dépenses les plus importantes du secteur public en Cisjordanie. La chute sévère des revenus a entraîné une réduction ou un report des salaires des employés du secteur public. Les salaires versés aux enseignantes ont chuté de près de moitié depuis octobre. En plus de cette subvention en Cisjordanie, la Banque Mondiale avait annoncé 35 M USD de subventions pour soutenir la fourniture d'urgence de nourriture, d'eau et de services de santé aux personnes touchées à Gaza.

## SYRIE

### 1. VOTE AU CONGRES DE L'ANTI-NORMALISATION ACT.

Le Congrès américain a approuvé le 14 février le projet de loi Anti-Normalisation Act afin de

renforcer et étendre le régime de sanctions contre la Syrie. Continuité du Caesar Act voté en 2019, ce projet de loi élargit les sanctions aux entités détenues ou contrôlées par une personne sanctionnée et aux membres de la famille d'une personne étrangère sanctionnée. Toute personne travaillant au sein du régime Assad ou dans le parti Ba'ath peut être sanctionnée. De même, le projet de loi réaffirme sa fermeté quant aux responsables du détournement de l'aide humanitaire ou de l'expropriation de citoyens syriens. La loi éclaircit également ce qu'elle entend par « transaction importante » dans le secteur de l'énergie. Un nouveau rapport sur les échanges politiques et financiers des pays impliqués avec la Syrie (Turquie, Émirats Arabes Unis, Égypte, Jordanie, Irak, Oman, Bahreïn, Koweït, Arabie saoudite, Tunisie, Algérie, Maroc, Libye et Liban) devra être remis périodiquement au Congrès.

## PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	PALESTINE	SYRIE
POPULATION - 2023 (MILLION)	FMI / WEO	105,7	43,3	86,5	9,8	10,3	5,4	5,5	23,2
PIB (Mds USD) - 2023	FMI / WEO	398	255	366	522	50	18 *	18	8,2 *
PIB / HAB. (USD) - 2023	FMI / WEO	3770	5883	4234	53195	4498	3365 *	3531	353
CROISSANCE PIB REEL (%) - 2023	FMI / WEO	3,8	-2,7	3,0	1,5	2,6	-0,5	-6	-5,5 *
SOLDE BUDGETAIRE (% PIB) - 2023	FMI / WEO	-4,62	-7,67	-5,45	-4,2	-5,3	-1,3 *	-1,3	n/a
DETTE PUBLIQUE (% PIB) - 2023	FMI / WEO	93	49	31	62	112	181	47	n/a
RATING COFACE	COFACE	C	E	E	A2	C	D	n/a	n/a
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	Statistiques officielles	29,8	4	38,5	3	2	192,3	5,9	n/a
PMI	Statistiques officielles	48,1	n/a	50,8	47,4	n/a	48,4	n/a	n/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) 2023	Douanes françaises	1761	336	282	1870	348	370	17	22
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) 2023	Douanes françaises	1098	1629	41	1467	47	98	4	5

\* = DONNEES BANQUE MONDIALE

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CREDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS  
**A1** TRES FAIBLE / **A2** PEU ELEVE / **A3** SATISFAISANT / **B** ASSEZ ELEVE / **C** ÉLEVE / **D** TRES ELEVE / **E** EXTREME

LA DIRECTION GENERALE DU TRESOR EST PRESENTE DANS PLUS DE 100 PAYS A TRAVERS SES SERVICES ECONOMIQUES.  
 POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ECONOMIQUE REGIONAL DE BEYROUTH  
 REDACTION : SERVICE ECONOMIQUE REGIONAL DE BEYROUTH  
 POUR VOUS ABONNER : [beyrouth@dgtresor.gouv.fr](mailto:beyrouth@dgtresor.gouv.fr)